

Question écrite n°1926 - Sujet : Pointeurs laser

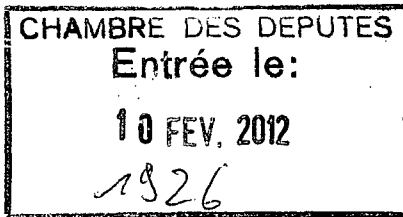
Auteur(s) : Madame Nancy Arendt épouse Kemp, Députée

Destinataire(s) : Monsieur Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Date limite de réponse à la question : 10-03-2012

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
10-02-2012	Dépôt de la question	Document écrit de la question
10-03-2012	Délai de réponse dépassé	
08-05-2012	Réponse écrite de Monsieur Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures	Document écrit de la réponse



Monsieur Laurent Mosar
Président de la Chambre
des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 10 février 2012

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une série de questions à Monsieur le Ministre du Développement durable au sujet des pointeurs laser.

Dans de nombreux pays européens, on peut observer une augmentation alarmante des attaques au laser contre des avions en plein décollage ou atterrissage. Ces attaques mettent en danger la vie des passagers parce que les pilotes sont aveuglés lors de ces incidents. En 2011, le « Luftfahrt-Bundesamt » a enregistré 279 attaques contre des hélicoptères et des avions.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

- Monsieur le Ministre est-il au courant d'incidents similaires rapportés jusqu'à présent au Luxembourg ?
- Est-ce qu'il y a déjà eu des plaintes de la part de nos pilotes concernant des attaques au laser ?
- Qui sont les auteurs des telles attaques ?
- Quelle est la base légale de l'utilisation des pointeurs lasers ?
- Quelles sont les mesures prévues par le Gouvernement afin de mettre à l'avenir un terme à d'éventuelles attaques ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Nancy Arendt
Députée



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État
La Ministre aux Relations avec le Parlement

Luxembourg, le 10 mai 2012

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg



Personne en charge du dossier:
Adisa Karahasanovic
☎ 247 - 82952

Réf.: 2011 - 2012 / 1926 - 10

Objet: *Réponse à la question parlementaire n° 1926 du 10 février 2012
de Madame la Députée Nancy Arendt.*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe **la réponse de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures** à la question parlementaire sous objet, concernant l'utilisation de pointeurs laser contre des avions en plein décollage ou atterrissage.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour la Ministre aux Relations
avec le Parlement

Daniel Andrich
Conseiller de Gouvernement 1^{re} classe



- 8 MAI 2012

Luxembourg, le

170343/022800

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: 09 MAI 2012	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

Madame Octavie Modert
Ministre aux Relations avec
le Parlement

Service Central de Législation
43, boulevard F.D. Roosevelt
L – 2450 Luxembourg

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe la réponse à la question parlementaire N°1926 du 10 février 2012 de l'honorable députée Madame Nancy Arendt, concernant les pointeurs laser, tout en vous priant de bien vouloir en assurer la transmission à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Recevez, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Claude Wiseler
Ministre du Développement durable
et des Infrastructures

Copie pour information à Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur

Réponse de Monsieur Claude WISELER, Ministre du Développement durable et des Infrastructures à la question parlementaire n° 1926 du 10 février 2012 de Madame la Députée Nancy Arendt

L'honorable Députée s'enquiert au sujet de l'utilisation de pointeurs laser contre des avions en plein décollage ou atterrissage.

La Direction de l'aviation civile m'informe qu'en 2011 les membres d'équipage d'aéronefs ont dressé 32 rapports d'incidents concernant des interférences rapportées avec des lasers. Ces incidents sont entrés dans la base de données ECCAIRS (European Coordination Centre for Accident and Incident Reporting Systems) de la Commission européenne.

Les pilotes rapportent systématiquement tout incident impliquant un laser. Ils sont invités par ailleurs à porter systématiquement plainte auprès de la Police Grand-ducale. Il faut ajouter que le phénomène ne se résume pas à la seule aviation civile, alors que les conducteurs de train ou de bus peuvent également être visés.

S'agissant de la question des auteurs et de leur profil, il est difficile d'y répondre en raison du fait que les auteurs ne sont pas toujours identifiés.

Les pointeurs lasers font l'objet d'une classification suivant la norme EN 60825-1: 2007 Sécurité des appareils à laser – Partie 1: Classification des matériels et exigences. Seuls les lasers de la classe 2 peuvent être vendus au grand public, les lasers au-dessus de la classe 3R sont soumis à autorisation préalable de l'ITM. L'étude « JA2010 on Laser Pointers » réalisée début 2012 par PROSAFE (Product Safety Enforcement Forum of Europe) en collaboration avec les autorités de la surveillance du marché de plusieurs Etats membres dont l'ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services) a démontré que la majorité des pointeurs lasers mis sur le marché européen ne sont pas conformes à la législation européenne applicable. Très souvent ils sont beaucoup plus puissants que la classe 2, considérée comme étant non dangereuse pour les yeux.

Actuellement, pour ce genre de produits, plusieurs législations sont applicables au Luxembourg:

- Loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits (directive 2001/95/CE) ;
- Loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets (directive 2009/48/CE) ;
- Règlement grand-ducal du 27 août 1976 relatif au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension (directive 2006/95/CE) ;
- Règlement grand-ducal du 4 février 2000 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications (directive 1999/5/CE)

Un système d'alerte rapide (RAPEX) a été créé par la Commission Européenne qui permet de notifier des produits dangereux identifiés par un Etat membre aux autres Etats membres de l'Union Européenne. Le Luxembourg, via l'ILNAS, en charge de la sécurité générale des produits, suit de près la mise sur le marché de ces produits et un certain nombre de lasers non conformes ont déjà été identifiés sur le marché luxembourgeois et ont fait l'objet d'une notification RAPEX.

Dans le cadre de la « sécurité générale des produits », la Commission européenne prépare par ailleurs actuellement une nouvelle décision sur les produits laser qui est suivie de près par les instances compétentes.